

La gauche italienne espère relever la tête à l'occasion des élections régionales

Les difficultés de Silvio Berlusconi pourraient limiter les pertes du Parti démocrate



Pier Luigi Bersani présente la carte du Parti démocrate, à Milan, le 30 janvier. E. CREMASCHI/PROSPEKT

Rome
 Correspondant

Au lendemain du premier tour des élections régionales françaises, Pier Luigi Bersani, le secrétaire du Parti démocrate italien (PD, centre gauche), a envoyé un message de félicitations à Martine Aubry. « *Votre succès est un encouragement à notre engagement* », a-t-il écrit à sa « *chère Martine* » en la remerciant d'avoir montré le chemin aux démocrates transalpins. Au lendemain du second, M. Bersani s'est fait plus explicite. « *Il y a effectivement un air nouveau qui souffle. J'espère qu'il passera aussi par là.* »

Ce « bon vent de France » soufflera-t-il sur l'Italie, convoquée aux urnes le 28 et 29 mars pour des élections régionales où le PD a beaucoup à perdre ? Les analogies sont tentantes. La gauche italienne est à la tête de onze des treize régions de nouveau soumises au scrutin : seules la Lombardie et la Vénétie sont administrées par le centre droit. Comme Nicolas Sarkozy en France, Silvio Berlusconi, qui a beaucoup promis depuis son retour au pouvoir en 2008, a déçu une partie de ses électeurs.

« *En France comme en Italie, la crise pèse sur l'élection, explique Piero Fassino, responsable des relations extérieures du PD, et la droite n'apporte pas les bonnes réponses. Nous, nous avons proposé des solutions concrètes alors que Berlusconi n'a parlé que de lui-même.* » « *Les Italiens ont découvert une forme d'impuissance de Silvio Berlusconi, explique Sandro Gozi, député d'Emilie-*

Romagne et chargé de cours à Sciences Po Paris. Cette désillusion se marque surtout dans son électorat traditionnel. »

Promis à une déculottée à la vue du rapport de forces photographié au soir des élections européennes de juin 2008, le centre gauche a su refaire une partie de son handicap. L'élection de M. Bersani (le troisième secrétaire en un an) à la tête du parti, en octobre 2009, a mis fin aux luttes internes. Le parti a également trouvé des accords avec son allié rétif de l'Italie des valeurs, le parti de l'ancien juge Antonio di Pietro, ainsi que, dans certaines régions, avec les centristes. La majorité, elle, s'est en revanche divisée et la popularité du président du conseil s'est effritée sous l'effet des affaires, de la corruption et de la crise.

Mais le comparatif France-Italie s'arrête là. Même si la cote de confiance de M. Berlusconi baisse (44%), elle satisfait plus d'un dirigeant européen. Ces derniers jours de campagne, le chef du gouvernement s'est engagé à fond pour tenter de faire, une fois de plus, d'un scrutin un référendum sur sa personne, multipliant les attaques contre les juges et les médias pour mobiliser son électorat.

Une faible mobilisation de l'électorat de Silvio Berlusconi ferait également les affaires de la Ligue du Nord

Sachant l'adversaire encore puissant et se remettant à peine d'une série de revers cuisants (élections partielles dans les Abruzzes et en Sardaigne en 2008, élections européennes de juin 2009), le PD se contenterait de limiter la casse et d'échapper au sort que M. Berlusconi lui a promis : limiter son influence « *à la réserve indienne* » de ses fiefs de Toscane et d'Ombrie. Selon les sondages, la Campanie et la Calabre sont considérées comme perdues. Le Latium, la Ligurie et le Piémont sont en balance.

Les espoirs du centre gauche reposent également sur une plus faible participation de l'électorat de droite. La participation, qui avait atteint 71,3% aux régionales de 2005, pourrait être en baisse de cinq points. C'est l'hypothèse envisagée par Nando Pagnoncelli, président d'Ipsos-Italie pour qui « *une partie des électeurs de M. Berlusconi n'apprécie pas l'imbroglio sur les dépôts des listes dans le Latium et la Lombardie, ni la suppression des émissions de débats politiques sur les chaînes de télévision publiques* ». « *Ces polémiques, explique-t-il, ont éloigné la campagne du thème de l'emploi qui est la première priorité des Italiens.* » L'abstention est même considérée comme « *un sursaut de dignité civile* » par la fondation **Italia Futura**, proche du patronat.

Une faible mobilisation de l'électorat de M. Berlusconi ferait également les affaires du parti anti-immigrés de la Ligue du Nord, qui pourrait devenir à l'occasion de ce scrutin le premier parti d'Italie sep-

tenitoriale, où se concentre 70% de la richesse du pays. Sûre de triompher en Vénétie, la Ligue compte aussi l'emporter dans le Piémont, où son candidat est au coude à coude avec la présidente (PD) sortante. C'est justement dans cette région que M. Bersani a achevé sa campagne, vendredi. « *Le vent de France ne passera pas les Alpes* », a pronostiqué, Umberto Bossi, le président de la Ligue du Nord. ■

Philippe Ridet



La sinistra italiana spera di rialzare la testa in occasione delle elezioni regionali (ac)